

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ RELATIF AU TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES DES "FOURNISSEURS"

1. INTRODUCTION

Conformément aux articles 13 et 14 du Règlement 2016/679 de l'Union européenne concernant la protection des personnes physiques à l'égard du traitement de leurs données à caractère personnel (ci-après "RGPD"), le Contrôleur des Données informe ses propres fournisseurs (ci-après, "Fournisseur(s)"), au sujet du traitement¹ de leurs données personnelles qui lui ont été fournies.

2. IDENTITÉ DU CONTRÔLEUR DE DONNÉES ET COORDONNÉES DE CONTACT

Le Contrôleur des Données de l'activité de traitement est la société du Groupe Reply titulaire de la relation contractuelle avec le Fournisseur, en la personne du représentant légal pro tempore (ci-après «Société»).

3. COORDONNÉES DE CONTACT DES DÉLÉGUÉS À LA PROTECTION DES DONNÉES

Les informations de contact du Délégué à la Protection des données sont :

- Délégué à la Protection des données Italie: dpo.it@reply.it
- Délégué à la Protection des données Allemagne: dpo.de@reply.de
- Délégué à la Protection des données Royaume-Uni: dpo.uk@reply.com

4. CATÉGORIES ET ORIGINE DES DONNÉES TRAITÉES

4.1 Conformément à l'article 4.1) du RGPD, "données personnelles" désigne "toute information renvoyant à un individu identifié ou identifiable ("sujet")". Par conséquent, pour ce qui est du présent Avis de confidentialité, "**Données**" désigne les données personnelles et les coordonnées des personnes traitées par la Société pour la conclusion et l'exécution de la relation contractuelle avec les Fournisseurs, y compris celles relatives au Fournisseur en tant que personne physique, celles du représentant légal du Fournisseur (celui qui signe le contrat au nom et pour le compte du Fournisseur), ainsi que les employés / consultants du Fournisseur impliqués dans les activités mentionnées dans le contrat. De plus, les données personnelles relatives à des personnes impliquées dans l'exécution du contrat et liées à la même relation contractuelle pourraient être traitées. Dans ce dernier cas, l'origine des Données traitées est le Fournisseur.

5. FINALITÉS DU TRAITEMENT DES DONNÉES ET BASE JURIDIQUE

5.1 Les données seront traitées par la Société en fonction des finalités liées à la conclusion et à l'exécution du contrat entre le Fournisseur et la Société.

La base légale pour les activités de traitement par la Société de données du représentant légal du fournisseur (personne morale) ou du Fournisseur (personne physique) est l'exécution du contrat; la base juridique des activités de traitement des données des employés / consultants des fournisseurs, impliqués dans les activités mentionnées dans le contrat, est l'intérêt légitime de la Société.

5.2 Les données seront également traitées pour l'exécution des obligations de comptabilité administrative, telles que la gestion de la comptabilité et de la trésorerie, ainsi que pour la facturation (par exemple la vérification et l'enregistrement des factures), conformément à la législation en vigueur ou pour l'exécution d'autres obligations. imposées par les lois, les règlements et la législation de l'UE.

Dans ce cas, la base légale pour les activités de traitement de la Société est la nécessité de remplir une obligation légale à laquelle la Société est soumise.

5.3 Les données peuvent également être traitées par la Société et par Reply S.p.A., Reply Ltd et Reply AG, lorsque c'est nécessaire, en tant que Contrôleurs Conjointes pour faire respecter / défendre les droits de la Société devant les tribunaux. Dans ce cas, la base juridique du traitement est l'intérêt légitime du Contrôleur.

5.4 Vos données seront également traitées par la Société et Reply S.p.A, Reply Ltd et Reply AG, lorsque

¹ Conformément à l'article 4 du RGPD, "**traitement**" désigne toute opération ou ensemble d'opérations qui est effectué sur des données personnelles ou sur des ensembles de données personnelles, automatisés ou non, tels que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, le stockage, l'adaptation ou la modification, la récupération, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la diffusion ou autre mise à disposition, l'harmonisation ou la combinaison, la restriction, l'effacement ou la destruction.

c'est nécessaire, en tant que Contrôleurs Conjointes pour la gestion du processus de vérification des exigences des fournisseurs en matière de politiques d'entreprise.

Dans les cas susmentionnés, la base juridique des activités de traitement est l'intérêt légitime de la Société (considérée, en ce qui concerne la mise en balance des intérêts, comme prévalant sur les droits et libertés des personnes concernées par les données).

5.5 La fourniture de Données est nécessaire pour atteindre les objectifs susmentionnés; par conséquent, leur non-mise à disposition, mise à disposition partielle ou inexacte pourraient avoir pour conséquence l'impossibilité objective pour la Société de démarrer ou de poursuivre régulièrement la relation contractuelle.

6. DURÉE DE CONSERVATION DES DONNÉES

6.1 Les données collectées aux fins indiquées à l'article 5 seront conservées pendant toute la durée du contrat et au plus tard 10 ans après sa fin. En cas de litige judiciaire, les Données seront conservées pendant toute la durée de celui-ci, jusqu'à l'expiration des conditions d'applicabilité de recours.

6.2 Une fois que les conditions de stockage ci-dessus se sont écoulées, les Données seront détruites ou rendues anonymes, de manière compatible avec les procédures d'effacement technique et de sauvegarde.

7. DESTINATAIRES DES DONNÉES

7.1 Les données peuvent être communiquées à des sujets opérant en tant que responsables du traitement des données ou traités, pour le compte de la Société, par des personnes externes désignées comme Responsables du traitement des Données, auxquelles des instructions de fonctionnement adéquates sont assignées. Ceux-ci appartiennent essentiellement aux catégories suivantes:

- a) les clients;
- b) les compagnies d'assurance;
- c) les travailleurs indépendants;
- d) les banques et établissements de crédit;
- e) les sujets auxquels le droit d'accès aux Données est reconnu par des dispositions légales ou réglementaires ou par la législation de l'UE;
- f) les sujets pour lesquels la communication de Données est nécessaire ou en tout cas fonctionnelle pour la gestion de la relation contractuelle avec les clients;
- g) le holding de référence Reply², en tant que Gestionnaire de Données aux fins mentionnées dans les points précédents 5.1 et 5.2

8. TRANSFERT DE DONNÉES HORS DE L'UE

8.1 Les données peuvent être transférées à l'étranger vers des pays hors de l'UE.

8.2 En l'absence d'une décision d'adéquation de la Commission européenne concernant le niveau de protection attribué aux personnes concernées par ces pays, conformément à l'art. 45 du RGPD, le transfert doit faire l'objet d'une signature préalable des clauses contractuelles standard adoptées / approuvées par la Commission européenne en vertu de l'art. 46, 2, points c) et d).

8.3 Une copie des clauses contractuelles standard peut être obtenue en écrivant un e-mail à votre contact de référence au sein de la Société.

9. DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES PAR LES DONNÉES

9.1 Les personnes concernées peuvent demander au Contrôleur des Données l'accès aux Données les concernant, la rectification des Données inexactes ou l'intégration de Données incomplètes, l'effacement de Données, la restriction de l'activité de traitement dans les cas prévus par l'art.18 du RGPD; ils peuvent demander à recevoir des données dans un format structuré, communément utilisé et lisible par une machine, et, si cela est techniquement possible, transmettre des données à un autre Contrôleur de données sans entrave, dans les cas où les conditions d'exercice du droit de portabilité des données sont présentes, conformément à l'art. 20 du RGPD (le traitement est basé sur le consentement en vertu de l'article 6.1 a) ou de l'art. 9.2 a) ou sur base d'un contrat en vertu du point b) de l'article 6.1 RGPD ou dans le cas où le traitement est effectué par des moyens automatisés).

² Reply S.p.A. pour l'Italie, Reply AG pour l'Allemagne et Reply Ltd pour le Royaume-Uni

Les personnes concernées ont le droit de s'opposer, pour des raisons liées à leur situation particulière, à l'activité de traitement visant à poursuivre les objectifs en fonction des intérêts légitimes de la Société.

9.2 Ces droits peuvent être exercés en écrivant à la Société, aux mêmes bureaux du Contrôleur, ou par courrier électronique à l'adresse privacy@reply.com

9.3 Les personnes concernées ont également le droit de déposer une plainte auprès de l'Autorité de Surveillance compétente conformément à l'art. 77 RGPD (en particulier, dans l'État membre dans lequel il/elle a sa résidence habituelle ou son lieu de travail, ou à l'endroit où l'infraction éventuelle aurait eu lieu).

Dernière mise à jour : Juillet 2019